

1 mai 1981 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours de M. Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République, notamment sur l'enjeu du deuxième tour, le problème des rapatriés, la défense nationale, à Toulon vendredi 1er mai 1981.

Mes chers amis de Toulon et du Var, je vous remercie d'être venus si nombreux à cette réunion, et d'effacer ainsi pour moi d'un seul coup sept années de ma vie, parce que je me retrouve dans cette même salle, Monsieur le Maire, là où nous étions en avril 1974, et je vois encore les rangs devant moi, je me souviens même de certains visages, et je vois maintenant dans cette salle partout la population de Toulon, y compris les "enfants du Paradis" là haut... (applaudissements)
Je sais qu'il y a beaucoup de gens dehors, et ce sera mon seul reproche, dans une réunion tournée vers l'avenir et vers l'optimisme, c'est qu'il n'y ait pas eu en sept ans le triplement du théâtre de Toulon pour nous accueillir tous, Monsieur le Maire. (applaudissements)

J'irai tout à l'heure d'ailleurs au balcon avec vous pour m'adresser à celles et à ceux qui sont dehors, pour prolonger et partager cette réunion avec eux.

Je vous remercie, ainsi que les parlementaires de la majorité du Var, de m'avoir accueilli au début de cette réunion. Je répondrai tout à l'heure au docteur Peche et à François Léotard. Je voudrais vous parler de cette campagne comme à des citoyens et des citoyennes responsables de la France.

Dans les arguments que nous avons entendus, nous n'avons pas réussi jusqu'ici à nouer le débat politique français sur les vrais grands sujets de la France. A peine a-t-on parlé de l'emploi, à peine a-t-on parlé de notre indépendance énergétique, à peine a-t-on parlé de la sécurité et de la paix pour la France.

Je considère que ces sujets ne sont ni au-dessous de celui qui est candidat à la présidence de la République, ni au-dessus de l'intelligence des Françaises et des Français. C'est pourquoi je voudrais vous parler ce soir des vrais enjeux de l'élection présidentielle.

Vous m'avez placé en tête de tous les candidats. En effet vous m'avez apporté, en France et dans le Var, un peu plus de 8.200.000 voix, bien qu'il y eût dix candidats, bien qu'il y eût l'usure bien connue du pouvoir, et bien qu'il y ait eu l'ouragan des critiques, et donc je veux d'abord vous remercier, vous dans le Var, vous en France, qui après ces sept ans m'avez ainsi renouvelé votre confiance.

Mais c'était le premier tour. Maintenant vous avez une décision grave à prendre, et cette décision, elle doit être prise dans la clarté.

Ce que je vais faire désormais du 1 au 8 mai, puisque le 8 mai au soir nous arrêtons notre campagne, c'est essayer d'apporter aux Françaises et aux Français tous les éléments de jugement dont ils ont besoin pour se prononcer en toute clarté.

J'ai représenté la France dans le monde, j'ai été l'interlocuteur de tous les chefs d'état actuels du monde, j'ai vu la France de l'extérieur. Je me suis efforcé de la représenter avec la dignité et l'autorité que vous souhaitez pour elle, et je peux vous dire... si j'avais l'occasion de vous dire : voilà ce que j'ai vu, voilà ce que je sais sur les problèmes du monde, sur ce que peut devenir la France, la majorité qui se prononcerait le 10 mai ne serait pas de 52 ou 53 % des voix, ce serait une majorité de 70 % des voix.

Si les Français se rendaient compte de la situation réelle du monde. s'ils se rendaient compte de

en leur langage de rendez-vous compte de la création réelle de monnaie, et de rendez-vous compte de la difficulté réelle des problèmes que nous avons eu à résoudre pendant sept ans, il n'y aurait pas eu cette campagne, et il n'y aurait pas d'hésitation le 10 mai !

C'est pourquoi je vais essayer pendant ces quelques jours de vous transmettre, de vous communiquer, de vous expliquer quels sont les grands enjeux, les vrais enjeux de la France dont vous parlait à l'instant François Léotard, dont vous parliez tout à l'heure, docteur et mon cher maître.

Il faut que tout se passe dans la clarté. C'est pourquoi j'ai accepté, vous le savez, pour mardi soir un face à face télévisé direct. (applaudissements)

Il n'y aura, et d'ailleurs il ne peut y avoir aucun artifice, donc cessons d'évoquer ces questions. Il ne peut y avoir aucun artifice pour une raison tout à fait simple, c'est que ce soir là les rues des villes de France seront vides, les rues de Toulon seront vides, nous aurons... je ne sais pas quel sera le chiffre, 25 millions, 30 millions de témoins, et chacun de ces témoins pourra s'assurer qu'il s'agit d'un débat direct et loyal, c'est-à-dire un débat pour lequel je ne pose aucune condition si ce n'est celle du bon sens qui est celle de l'égalité du temps de parole.

(applaudissements)

Je voudrais vous dire que ce qui est en question dans cette élection, et ce sera mon thème à partir de dimanche, à partir d'après-demain où je m'adresserai de Paris à un grand nombre de Françaises et de Français, mais je peux le faire dès à présent de Toulon, ce qui est en question dans cette élection, ce n'est pas seulement la désignation du président de la République il est en quelque sorte l'occasion ou le support d'un autre débat plus important et qui engage le sort de la France.

Lorsque dimanche soir nous écouterons les résultats, vous les écouterez chez vous à partir de 8 heures avec une certaine imprécision, puis à 9 heures, puis à 10 heures, et moi je les écouterai à Chanonat, dans le Puy de Dôme, en réalité la réponse que nous entendrons, ce n'est pas une réponse concernant mon avenir politique, c'est une réponse concernant le sort de la France.

(applaudissements)

Nous vivons dans un monde difficile et dangereux. J'ai beaucoup aimé l'expression tout à l'heure très juste, " est-ce que la France va devenir la Pologne de l'Occident ? " Est-ce que les Français qui assistent depuis maintenant près de huit mois aux efforts courageux et combien difficiles du peuple polonais pour gagner un peu de liberté, pour retrouver un peu de ce qui nous est si familier, est-ce que les Français, par une aberration politique incompréhensible, et qui sera jugée incompréhensible dans le monde, vont prendre le chemin inverse ? Est-ce qu'ils vont aller en sens contraire de ceux qui s'efforcent de développer ou de reconquérir leur liberté ou leur participation à une société de liberté ?

Je ne parle pas du candidat de l'opposition, je ne polémique pas avec lui. Ce genre de débat ne m'intéresse pas. (applaudissements)

Ce qui m'intéresse, c'est un débat d'idées, de réflexions. Laissons le reste, je vous en prie. Ce n'est pas, sans vouloir critiquer l'organisation cantonale de notre pays naturellement, une élection cantonale, c'est une élection nationale. Nous n'avons pas les uns vis-à-vis des autres je ne sais quels arguments tirés de je ne sais où, du vieux magasin aux accessoires de la politique. Il faut élever le débat et donc je ne parlerai pas de mon adversaire. Mais je parlerai des conséquences de son élection.

Son élection entraînerait trois conséquences pour la France, et je les répéterai partout parce qu'il n'y a pas de raison de changer ce que l'on affirme selon son auditoire, il faut au contraire le répéter pour que chacun s'en pénètre.

Trois conséquences. La première, la dissolution de l'assemblée ouvrant une période de désordre politique.

Deuxième conséquence, le gâchis économique et social creusant le déficit et accélérant l'inflation et le chômage.

Troisième conséquence, le déclin de la France dans le monde.

Ce sont trois certitudes. Je vais les reprendre très simplement une par une.

La dissolution de l'Assemblée Nationale : cela veut dire de nouvelles élections, avec un premier

tour, peut-être à la fin juin, un deuxième tour en juillet. La France aura prolongé pendant six mois son festival électoral, alors qu'elle a des décisions sérieuses à prendre et alors qu'elle a une majorité parfaitement légitime à l'Assemblée Nationale, qui a été élue librement et démocratiquement par les Françaises et par les Français en 1978. Alors pourquoi vouloir la congédier ?

Pendant sept ans, dans une période qui n'était pas facile, une période qui m'a valu, qui me vaut encore d'ailleurs beaucoup de critiques parce que c'était une période de difficultés, mais une période où j'ai maintenu la France dans la paix et dans le calme, il n'y a pas eu de crise politique, il n'y a pas eu de mois de mai 1968 pendant mon septennat, et pourtant nous avons la crise. (applaudissements)

Il n'y a pas eu de dissolution de l'Assemblée Nationale, et regardez le geste symbolique : dans le premier mois du nouveau septennat, si c'est mon adversaire qui est élu, dissolution et désordre politique. Dès le premier mois ! C'est une indication symbolique, elle sera suivie d'autres. Deuxième conséquence, le gâchis économique et social.

Vous avez travaillé dur pendant ces dernières années. Comme c'était la crise, vous avez eu le sentiment que votre travail n'était pas toujours suffisamment encouragé ou récompensé. Mais nous avons maintenu la solidité de la France, la solidité de sa monnaie, la solidité de son budget, la solidité de son économie et de son agriculture, tout ceci grâce à un dur effort de travail.

A l'heure actuelle nous ne sommes pas les derniers en Europe, nous sommes les premiers.

Si vous comparez la situation de la France pour 1981 à celle de la puissante Allemagne Fédérale, notre situation est meilleure que la sienne, et renseignez-vous, vous aurez cet été des touristes qui viendront des départements frontaliers, ils peuvent vous le dire, à l'heure actuelle j'ai eu dans le Bas-Rhin plus de 40% des voix au premier tour des élections. Plus de 40% !

(applaudissements) Il y avait cependant dix candidats.

Pourquoi ? Parce que les Alsaciens sont au bord de la frontière, ils voient ce qui se passe en Europe.

J'ai été dans le département du Nord placé en tête de tous les candidats, et qu'on n'aille pas me dire que le département du Nord n'est pas un département laborieux ou un département de travailleurs. Malgré l'influence du Parti Socialiste dans le Nord, malgré l'influence du Parti Socialiste dans la ville de Lille, j'ai été en tête à Lille et dans le Nord.

(applaudissements)

Pourquoi ? Parce que nos compatriotes regardent, parce qu'ils sont aux frontières, quelle est la situation des autres.

Si le programme qui vous est proposé, si les promesses électorales qui vous sont faites sont tenues, et si ce sont des promesses je pense qu'elles seront tenues, eh bien ces promesses entraîneront automatiquement l'augmentation des déficits, l'augmentation des charges sociales, l'augmentation des impôts.

Je préviens les commerçants, les artisans, les industriels de toute taille de Toulon, de la Seyne et du Var, les dépenses qui vous sont proposées pour être financées dans une année normale supposent l'augmentation de 6 points du taux des cotisations de Sécurité Sociale. Vous aurez à les payer : Elles supposent l'équivalent du triplement de l'impôt sur le revenu, et ce triplement-là, on ne pourra pas le faire payer par quelques isolés ou par quelques privilégiés, on le fera payer par les classes moyennes, par les cadres, par les employés en France.

Je pose la question suivante : si cette situation existe c'est-à-dire ce déficit qui se creuse au cours des prochaines semaines, cette augmentation massive des charges, qui donc embauchera en France ?

Vous savez qu'il s'y ajoutera des dispositions qui dans toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, donneront un droit de veto aux comités d'entreprise sur toutes les décisions d'embauche ou de licenciement, ceci figure dans le programme. Eh bien dans ces conditions, quelle est l'entreprise du Var qui embauchera à partir du mois de juillet ? Quelle est l'entreprise qui prendra le risque de se charger en main d'œuvre ? Que ferons-nous de ces 750.000 jeunes Françaises et Français qui vont arriver cette année sur le marché du travail et qui ont droit à ce qu'on leur offre

un emploi ?

Donc je vous pose la question : qui embauchera ?

La France redeviendra avant la fin de 1981 l'homme malade de l'Europe. Elle l'a été dans le passé, il a fallu l'action tenace du général de Gaulle, du président Pompidou...

(applaudissements) et aussi de moi-même... (applaudissements) pour l'arracher à cette situation.

Ne croyez pas que ce soit facile. Je dirai que beaucoup des reproches que certains d'entre vous nous font ou me font, ce sont des reproches qui s'adressent à l'effort que nous avons du faire pour maintenir la situation de La France, et si cet effort s'interrompt, très vite notre pays glissera dans le déficit, dans l'inflation, et dans un chômage en rapide accroissement. Il sera à ce moment là trop tard pour se plaindre, et trop tard surtout pour dire, car je ne permettrai pas qu'on le dise, on ne nous a pas prévenus.

Jusqu'au 10 mai vous serez abondamment prévenus. Je souhaite qu'aucune Française et qu'aucun Français n'ignore les conséquences de son vote.

Troisième conséquence, l'abaissement de l'autorité de la France sur la scène internationale.

Nous sommes ici dans une grande ville maritime, dans une ville où à la fois nos bâtiments de la flotte nationale et les bâtiments de notre flotte marchande parcourent le monde. Ils savent très bien qu'une France qui aurait un président de la République élu grâce aux voix communistes n'aura plus d'influence ni en Europe, ni dans le monde.

J'ai pratiqué toutes les rencontres internationales. Je sais ce que pensent, je sais d'ailleurs ce que me disent mes collègues et chefs de gouvernements européens ou les autres : un président français élu et donc considéré comme captif sur le plan international des voix communistes n'aura plus aucune influence pour faire entendre la voix de la France dans le monde, aucune influence en Europe... (applaudissements), aucune influence vis-à-vis des Etats-Unis d'Amérique, nos puissants alliés avec lesquels nous devons pouvoir traiter d'égal à égal.

Vous avez vu quelle est actuellement l'orientation de leur politique. De quelle autorité pourrait disposer un président de la République française qui serait investi par les voix communistes ? Et j'ajoute vis-à-vis de la puissante Union Soviétique avec laquelle nous devons entretenir des relations et un dialogue non pas en position de faiblesse, mais en position de force, pour nous assurer de ce qui doit être fait pour maintenir la paix du monde, quelle sera l'autorité, quelle sera la liberté d'un président de la République française élu par les voix communistes ?

Je voudrais vous rappeler la chose suivante : on a parlé tout à l'heure du général de Gaulle dont j'assume à l'heure actuelle la fonction, et dont de 1974 à 1981 j'ai maintenu intact l'ensemble des attributions et des responsabilités de la fonction qui m'avait été confiée.

Or je vous pose la question, l'héritage institutionnel du général de Gaulle, qui peut l'assurer dans ce débat ? Qui d'autre que moi, et non pas son adversaire du premier jour... (applaudissements) ; son adversaire de 1958, de 1965, de mai 1968 ? (applaudissements)

Son adversaire de tous les jours, qui d'ailleurs, comme preuve de ses sentiments, dissoudra le lendemain la majorité de la Vème République que vous avez vous-mêmes élue ?

On vous l'a rappelé tout à l'heure, c'était M. Arreckx, le premier tour est fini. Nous sommes dans un théâtre, on peut faire tomber le rideau. Nous avons du mal quelquefois à passer d'un acte au suivant. Le premier tour est fini, nous n'allons pas prolonger les débats, les discussions de ce premier tour.

Je représente aujourd'hui toutes celles et tous ceux qui n'appartiennent pas aux familles marxistes, et je suis le seul à les représenter dans ce deuxième tour. Ceci me crée des devoirs, ceci vous crée aussi un devoir.

Mon devoir, c'est d'unir, et je le ferai pour ce deuxième tour sans arrière-pensée, simplement, cordialement.

Il n'y aura pas les bien-aimés du premier tour et les mal-aimés du second tour, il y aura toutes celles et tous ceux qui vont maintenant combattre avec moi et gagner, et vous avez vu d'ailleurs que tous les jours leur nombre accroît et encore aujourd'hui. (applaudissements)

Votre devoir à vous, il est de voter pour la majorité, mais il n'est pas seulement de voter, il est aussi de vous battre pour elle, car je vous rappelle que la majorité ne peut être battue que par elle-même: Elle a eu au premier tour un peu plus de 49% des voix sur les seuls candidats se

une même. Elle a eu au premier tour, en peu près de 10 % des voix sur les seuls candidats se réclamant directement de la majorité, et elle peut compter sur un certain pourcentage de voix qui sont allées sur tels ou tels de ce qu'on appelle les petits candidats, si bien que seule la division peut nous faire perdre, d'où mon devoir qui est de vous réunir et d'entendre ce que les uns ou les autres ont voulu exprimer au premier tour, et d'où votre devoir qui est de vous réunir, comme vous le faites, Messieurs les parlementaires, pour combattre et gagner au second tour, car il ne faut pas qu'une seule voix de la majorité nous manque. (applaudissements)

Ceci est vrai à Toulon, et, Monsieur Gaudin, naturellement ceci est aussi vrai à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône.. (applaudissements)

La famille gaulliste est un des grands courants permanents de la politique française. C'est même maintenant un courant dont les racines plongent dans notre histoire. Elle a toujours servi la France dans la guerre et dans la paix, et c'est pourquoi j'ai besoin de son concours actif, pas seulement de son vote, pour assurer le maintien des institutions de la Vème République.

En effet je vous demande de réfléchir un instant pourquoi une dissolution si ce n'est pour remplacer cette majorité par une autre ? Et cette majorité, elle sera alors composée de ceux qui ont combattu depuis l'origine les institutions de la Vème République, qui n'en ont en réalité jamais accepté l'esprit, si bien que tout ce qui a été construit patiemment depuis 1958 s'écroulerait alors.

Mon devoir, c'est ce que j'aurai à faire au lendemain des élections et dont je veux maintenant vous parler.

La première chose que je ferai, c'est d'examiner avec tous les représentants de la majorité, je veux dire les parlementaires, les différentes tendances de la majorité à l'Assemblée Nationale et au Sénat, les enseignements à tirer de la campagne, pour savoir ce que les Français ont voulu dire, et de traduire ces enseignements dans l'action en ce qui concerne trois sujets, l'emploi des jeunes, la libération de l'initiative et des forces productives de notre économie, le réexamen de certaines charges.

Il y a en fait une grande séparation dans la vie française. Il y a ceux qui viennent vous dire : davantage d'Etat, et c'est le cas de mon adversaire qui vous propose d'accroître l'intervention de l'Etat dans la vie nationale, d'augmenter le nombre des fonctionnaires, de multiplier les réglementations et les interventions de toutes sortes, et il y a moi qui réponds : moins d'Etat. Les Françaises et les Français acquièrent tous les jours une éducation, une capacité, un savoir qui leur permet de conduire eux-mêmes leur propre vie, leur propre entreprise, leur propre travail sans avoir besoin de la tutelle ou de l'intervention paperassière des autres.

Au cours de cette campagne, et notamment au premier tour, les Françaises et les Français se sont clairement prononcés contre les excès de la bureaucratie et pour la responsabilité individuelle. Jacques Chirac a développé ce thème, et je dis qu'il a eu raison de le faire.

(applaudissements)

Nous devons lutter contre cette sorte de socialisme rampant qui se traduit pour les personnes comme pour les entreprises par la multiplication des réglementations, des contraintes et des charges. Mais nous ne lutterons pas contre le socialisme rampant en assurant le succès du socialisme galopant ! C'est pourquoi vous avez voté pour le candidat de la liberté.

(applaudissements)

Je proposerai donc un ensemble de mesures qui sera l'occasion pour la majorité de travailler dès la fin du mois de mai, et de travailler sur des sujets qui intéressent directement la vie des Français, et qui permettra à l'unité de la majorité de se faire autour d'une action.

Je lui proposerai trois séries de textes.

D'abord un ensemble de mesures pour assurer l'emploi des jeunes... (applaudissements).. Et

pour tenir en particulier l'engagement central de ma campagne qui est d'offrir un emploi ou un poste de formation à toutes les jeunes Françaises et à tous les jeunes Français, à toutes les jeunes Toulonnaises et à tous les jeunes Toulonnais, à toutes les jeunes Varoises et à tous les jeunes Varois qui se présenteront sur le marché du travail. (applaudissements)

J'ai proposé un ensemble de mesures, je ne vais pas les récapituler devant vous mais elles seront tout à fait concrètes et pourront être soumises très vite au vote du Parlement.

Ce matin, j'étais interrogé par un journaliste et il m'a dit : pourquoi, dans votre programme, prévoyez-vous seulement la création de 750.000 à 850.000 emplois à temps partiel, on pourrait en créer deux fois plus ? Je lui ai dit : il est probable qu'on pourrait en créer deux fois plus, mais je préfère commencer par ce que nous pouvons tenir.

C'est pour vous indiquer qu'il y a une marge d'action pour développer de nouveaux emplois, de nouveaux types d'emplois qui assureront comme je le souhaite l'emploi de toutes les jeunes Françaises et de tous les jeunes Français. (applaudissements)

Je proposerai ensuite une série d'allègements de charges héritées du passé. Il est bon, pour un pays, de garder la trace de son histoire, bien que j'aurais pu discuter avec vous sur la question de savoir s'il y a cinq cent ans, c'était ou non, la Provence qui avait été annexée par la France ou le contraire, parce qu'il y avait un problème dynastique qui est resté confus, mais enfin, ce n'est pas la peine de remonter cinq cents en arrière.

Par contre, il faut de temps en temps remettre les compteurs à zéro. Il ne faut pas que ceux qui travaillent conservent la trace de contentieux fiscaux indéfinis, de contentieux sociaux non réglés, de vieilles dettes que l'on réveille de temps en temps. Donc, je proposerai un ensemble d'allègements des charges héritées du passé.

Nous demanderons, enfin, à l'Assemblée Nationale de se saisir des projets en cours, et notamment, de celui de la réforme de la taxe professionnelle.. (applaudissements).. à laquelle je ne suis pas personnellement attaché, ne l'ayant jamais proposée lorsque j'étais Ministre de l'Economie et des Finances.. (applaudissements), de se saisir donc, de la réforme de cette taxe, voire même de son remplacement par une autre ressource de substitution pour les collectivités locales, s'il apparaissait qu'il y en eût d'équivalente et qui lui soit préférable.

Voilà donc les 3 travaux de la nouvelle majorité à la fin du mois de mai et pour le mois de juin.

Maintenant, les grands efforts que nous allons poursuivre ensemble :

Notre effort d'indépendance énergétique, pour que nous ne soyons pas perpétuellement à la disposition de ceux qui tiennent les robinets ou de ceux qui écrivent les factures des produits pétroliers. (applaudissements) Si nous continuons notre effort, dans les années 90, l'électricité française sera à la fois une électricité entièrement nationale et l'électricité la moins chère d'Europe.

Elle devrait, à cette époque, avoir des tarifs inférieurs de 30 à 50 %, qu'il s'agisse des tarifs domestiques ou des tarifs de haute tension pour le commerce, l'artisanat, l'industrie, à ceux de l'Allemagne Fédérale.

Nous poursuivrons donc notre effort pour être indépendants et pour que nous ne soyons pas à la merci, dans l'avenir, de ces chocs pétroliers qui ont secoué notre industrie, secoué notre économie et, hélas aussi, je le dis dans le Var, secoué notre agriculture. (applaudissements)

Il faut poursuivre notre effort d'investissements. J'aperçois les pancartes de la Seyne et de la CNIM. J'ai eu à connaître avec le Dr Pêche les problèmes très difficiles qui ont été les vôtres dans telle ou telle industrie de foulon, de la Seyne ou d'ailleurs et, en effet, vous l'avez rappelé, nous nous sommes efforcés de trouver des solutions, des solutions d'avenir. Nous devons investir dans nos entreprises, nous devons devenir plus concurrentiels, nous devons accroître la force de nos industries mécaniques en France, qui ont encore de grands progrès à faire, et c'est à quoi servira l'emprunt franco-allemand qui sera lancé dans la deuxième quinzaine du mois de mai.

Il faut ensuite maintenir notre effort de solidarité envers les personnes âgées, les familles, les handicapés, les femmes seules, les travailleurs manuels et aussi nos frères rapatriés d'Afrique du Nord et les Français musulmans (applaudissements)

Sur les personnes âgées, Monsieur Arreckx, vous avez été l'auteur d'un rapport très intéressant et très constructif sur les personnes qui sont presque au-delà du 3ème âge, et je souhaite que dans le septennat nouveau, nous puissions faire entrer en application un certain nombre des mesures que vous avez proposées pour leur rendre la vie plus humaine, plus chaleureuse, pour leur permettre de rester chez elles, pour leur permettre de recevoir, suivant des formes appropriées, les soins médicaux dont elles ont besoin.

En même temps, nous poursuivrons notre effort pour protéger la qualité de la vie, notamment

dans le Var. Vous habitez une des plus belles régions de France et du monde..

(applaudissements) J'aperçois d'ailleurs M. le Maire de Bormes-les-Mimosas et j'ai eu l'occasion d'apprécier la qualité exceptionnelle de la vie, des sites, dans le département du Var. Il faut, dans le respect, bien entendu, des prérogatives locales et municipales, poursuivre notre effort pour protéger la qualité de la vie et l'environnement et j'y reviendrai tout à l'heure à propos de Toulon. Il faut enfin placer la France dans le peloton de tête des pays avancés. Il y a dans cette campagne, pour qui l'observe de l'extérieur, quelque chose qui a une allure pitoyable et on a l'impression que pour se faire élire, il faudrait dire aux Français : vous êtes des incapables, vous êtes un pays qui n'a pas d'avenir, réfugiez-vous vers moi parce que je vous propose tout ce qu'il y a de petit, de médiocre ou de négatif.

Alors, je souhaite, au contraire, qu'on propose de grandes ambitions aux Français. Ce n'est pas la peine d'avoir la jeunesse que nous avons pour lui proposer une France égoïste et petite. Nous devons lui offrir une France capable, généreuse et ouverte, et c'est pourquoi nous devons placer la France dans le peloton de tête. (applaudissements)

Il y a d'autres enjeux nationaux mais je vais les placer maintenant dans ce que je vais vous dire du Var, parce que, parlant de la défense et de l'indépendance de la France, il m'est très naturel d'en parler à Toulon, dans le Var.

Avant le 1er tour, à Marseille, dans une superbe réunion - Monsieur Gaudin, je n'avais pas eu l'occasion de vous retrouver depuis - j'ai présenté aux Provençaux le bilan régional de mon septennat. Je ne voudrais pas le reprendre ce soir devant vous, certains étaient peut-être à Marseille, vous en avez lu le compte-rendu que je souhaite fidèle dans la presse locale, mais ce que je veux reprendre devant vous, c'est un mot, et ce mot c'est l'avenir, c'est vous parler de l'avenir de Toulon et du Var.

Ce que nous avons fait, ensemble, ce que nous ferons c'est pour préparer l'avenir que je crois être un grand avenir de la Provence.

Nulle part, en France, des travaux aussi importants n'ont été engagés en matière d'équipement et de communications. Moi qui parcours parfois, l'été, comme vous le savez, sans être entouré, d'ailleurs, par de grands cortèges officiels, les routes de votre région, je vois bien ce qui y a été accompli.

Est-ce que vous me permettez de vous raconter une anecdote, ou est-ce contraire, Monsieur le Maire, à la solennité du débat ?

L'été dernier, je suis allé à Aix en Provence, et je suis parti en voiture avec mon seul et fidèle compagnon puisque c'est celui qui conduit ma voiture depuis si longtemps que nous avons fait, déjà, je crois, plusieurs fois, le trajet de la terre à la lune, il faut dire, par voie terrestre.. Donc, nous partons, nous prenons l'autoroute en direction d'Aix en Provence, nous sortons et nous passons près d'un terrain d'aviation qui se trouve dans le nord du Var. Là, il y avait des gendarmes qui étaient bord de la route et qui faisaient de grands signes. Ils faisaient des signes pour que je m'arrête. Je m'arrête au bord de la route. Ils étaient très agités : garez-vous, dépêchez-vous, etc. Je me gare et j'attends. Il y avait des voitures devant, il y avait des voitures derrière. Cela dure une dizaine de minutes. On voit un avion se poser, et le gendarme me fait signe : vous pouvez repartir. Alors, je m'approche de lui en lui disant, en restant un peu caché derrière la vitre : Monsieur le Gendarme, mais qu'est-ce qui s'est passé ? ... " Ah ! on vous a demandé de vous arrêter parce qu'il y avait un Secrétaire d'Etat qui arrivait. " (Vifs applaudissements)

Il y a donc eu des travaux considérables sur les routes. En même temps, l'agrandissement du port et de l'aéroport de Marseille, je l'ai rappelé. Le développement d'un nouveau port de commerce, ici même à Toulon. (applaudissements) La prolongation de l'autoroute de l'Estérel, désormais ouverte jusqu'à l'Italie, pour la première fois dans l'histoire, la Méditerranée est reliée à Lyon par une voie fluviale entièrement à grand gabarit et qui valorise notre façade méditerranéenne.

Je propose, pour le prochain septennat, un programme exceptionnel pour épurer les eaux des grandes villes méditerranéennes, en commençant par Toulon. (applaudissements)

Ces travaux soutiennent et soutiendront la vitalité de l'économie régionale. A longueur d'année

des travaux socialement et socialement la vitalité de l'économie régionale. A long terme, on essaye de vous décourager en rappelant que le taux de chômage régional est supérieur à la moyenne, mais on oublie de vous dire que ce phénomène n'est malheureusement pas nouveau et qu'il ne s'explique pas uniquement par des raisons économiques.

Ce qu'on ne vous dit pas c'est que Marseille, La Ciotat, la Seyne et Toulon bénéficient du régime d'aide à l'investissement le plus favorable et que ce régime leur sera maintenu. Ce que l'opposition ne vous dit pas c'est que la Région Provence - Côte d'Azur est la région française où le taux de créations d'emplois a été le plus élevé. Les statistiques font apparaître qu'elle compte en 1981, 60.000 emplois de plus qu'en 1973, et je souhaite bien entendu que cette tendance se poursuive.

Ce que l'opposition ne vous dit pas non plus, c'est que nous avons assuré aux constructions navales de la Méditerranée, dont vous connaissiez la situation en 1960, un plan de charge pour les trois années à venir.

Les Toulonnais de vieille souche ne m'en voudront pas si j'adresse un salut particulier à leurs parents ou à leurs amis, les rapatriés d'Afrique du Nord ! (applaudissements)

Quand on est Président de la République, l'un des premiers devoirs, et d'ailleurs l'une des rares satisfactions, consiste à essayer de réparer les injustices et il y a les injustices de la société, j'ai réparé notamment celles concernant les personnes âgées et concernant les handicapés - ce n'est pas fini, il faut poursuivre - et il y a aussi les injustices de l'Histoire.

Les rapatriés et les Français musulmans étaient victimes des uns et des autres.

C'est pourquoi, dans mon bureau de l'Elysée, sur le dossier " Rapatriés ", j'ai écrit deux mots : Mémoire et Fidélité. (Applaudissements)

L'opposition a aussi de la mémoire, mais elle ne semble pas avoir la même conception de la fidélité.

Que voit-on dans les villes socialistes ou communistes ? On voit des rues qui portent comme nom la date des Accords d'Evian, ce qui est une honte ! (applaudissements)

Que fait l'opposition quand les rapatriés veulent honorer la mémoire de leurs morts ? Elle manifeste contre la construction d'un monument ! (applaudissements)

A tous les rapatriés et à tous les Français musulmans, je dis simplement : Mémoire et Fidélité.

Nous avons commencé l'action importante de l'indemnisation. J'ai fait voter, dès mon élection, la première loi générale d'amnistie. Il reste encore ici ou là, c'est vrai, des problèmes à résoudre et nous les résoudrons avec vos Associations, et j'ai proposé, vous le savez, la création d'un Conseil supérieur des Français rapatriés pour qu'il y ait des interlocuteurs qualifiés qui puissent étudier avec les Pouvoirs publics la solution des problèmes qui demeurent.

Ma fidélité va aussi vers les jeunes Pieds-noirs et les jeunes Français musulmans et au nom de la France, ils ont donné, directement ou indirectement beaucoup de choses et nous devons leur donner leur chance au nom de la France, et donc tous nos programmes d'éducation, d'emploi, de formation professionnelle doivent attacher une importance et une priorité particulière aux jeunes Français rapatriés et aux jeunes Français musulmans.

Toulon est une des grandes capitales de notre Marine nationale.

Là vous comprendrez mon embarras parce que si dans une réunion je suis candidat à la présidence de la République, dans ma conscience je suis encore président, et donc je ne peux pas m'adresser à des militaires sans ignorer la nature particulière du lien qui nous unit, puisque la Constitution fait de moi leur chef, et d'ailleurs, dans les grandes circonstances de la vie nationale j'ai eu à leur demander de grands efforts.

Cette marine, je l'ai associée à toutes nos grandes missions, en Méditerranée et en Afrique. C'est moi qui, vous le savez, ai décidé le stationnement permanent de nos deux porte-avions à Toulon, c'est moi qui ai proposé, dans le cadre du plan de construction de notre marine nationale, d'engager la construction de deux grands porte-avions à propulsion nucléaire qui seront stationnés à Toulon l'un et l'autre. (applaudissements) Ils seront construits par une technologie, et donc par des travailleurs uniquement nationaux, ils auront du point de vue de leur capacité, du point de vue de leur rayon d'action, des performances comparables à celles des meilleurs navires du monde.

En même temps vous savez que j'ai veillé à ce que nous assurions notre présence dans l'Océan Indien, où la France a à l'heure actuelle la deuxième flotte, et souvent ce sont des bâtiments qui partent de Toulon, pour assurer la relève ou la présence dans cet Océan Indien.

Je sais combien est importante la vie de la marine nationale à Toulon, combien sont importantes aussi les activités économiques qui la soutiennent, et je pense à l'arsenal.

Sachez que dans les projets d'avenir que j'ai pour la sécurité de la France, la marine a un grand rôle à jouer. Il y a d'ailleurs plusieurs années que je me suis préoccupé personnellement de son organisation, de sa réorganisation, de son commandement pour faire que nous ayons en France une marine qui par ses moyens et ses conditions d'entraînement soit à l'égale des meilleures du monde.

Il y a là une grande ambition, une grande vocation pour Toulon.

Aussi longtemps que je resterai président de la République, la France restera la troisième puissance militaire du monde. (applaudissements)

Et puisque j'ai parlé des matériels, je voudrais parler aussi des hommes.

Quelquefois on a posé des questions dans des sondages, dans des enquêtes, en disant : mais est-ce que les Français se battraient si la sécurité de la France l'exigeait ? On a publié des réponses diverses, aussi exactes d'ailleurs que d'autres sondages, mais il y a une personne à qui on aurait pu poser la question, c'était moi, et j'aurais pu répondre !

J'ai demandé à nos forces d'entreprendre plusieurs actions difficiles au cours de mon septennat. Je les ai envoyées à plusieurs milliers de kilomètres sauter en parachute dans un pays qu'elles ne connaissaient pas, j'ai envoyé des forces françaises assurer ce que nous pouvions assurer comme sécurité dans le malheureux Liban déchiré et ravagé par les tensions du Proche Orient, j'ai envoyé nos avions, et notamment nos avions de l'aéronavale, assurer la surveillance et la protection de nos ressortissants en Mauritanie, lorsqu'il y avait eu des enlèvements d'otages français. On aurait pu me poser la question : est-ce que vous avez rencontré une fois une difficulté dans le cadre de ces missions ? Qu'il s'agisse des officiers, qu'il s'agisse des sous-officiers pour la marine, il faudrait dire les officiers mariniens, qu'il s'agisse des marins ou des soldats eux-mêmes, en sept ans de septennat je n'ai pas vu une défaillance dans nos forces.

Je peux donc témoigner que nous avons une des armées les plus courageuses et les plus disciplinées du monde. (vifs applaudissements)

Or je vous laisse imaginer ce que serait l'autorité d'un président de la République qui est dans la Constitution le chef des armées, et qui viendrait rencontrer ses hommes, qui sauraient qu'en 23 ans il n'aurait pas voté un centime de crédit pour assurer la vie de nos forces, pas un centime de crédit pour assurer l'entretien ou le renouvellement de notre matériel, et qui après une telle attitude se présenterait devant eux pour être leur chef. Je vous demande de penser à l'autorité morale qui serait alors la sienne.

Voilà ce que je voulais vous dire sur Toulon.

Il y aurait beaucoup de choses à dire, et quand je suis dans le Var, je cherche toujours à ne pas en repartir... Néanmoins ce soir il faut que je poursuive mon périple, il faut vous-mêmes que vous regagniez vos demeures.

Je voudrais vous demander dans les huit jours qui restent de faire en sorte que vous amélioriez encore le score national de Toulon et du Var. Je suis arrivé en tête à Toulon dont la fidélité m'a touché, mais je suis arrivé aussi en tête dans la citadelle socialiste de Draguignan...

(applaudissements) et dans le bastion communiste de La Garde. (applaudissements) C'est pourquoi j'en remercie les habitants de ces villes, qui avaient besoin de toute leur conviction intérieure car ils n'étaient guère soutenus, pour m'apporter de semblables résultats.

Je pense maintenant que la large majorité réunie doit assurer son succès largement et nettement dans le Var le 10 mai prochain, et ainsi préfacier, comme le disait le docteur Pêche, d'autres reconquêtes. (applaudissements)

Je crois que c'est François Léotard qui disait tout à l'heure qu'en votant, vous allez écrire consciemment ou inconsciemment une ligne dans un livre d'histoire.

Je racontais à Nice tout à l'heure une anecdote, et voudrais savoir si la télévision l'a rapportée.

Hier j'étais dans le Nord. On me donne souvent des lettres quand je pars je les mets dans ma poche et je les ouvre ensuite dans l'avion. Il y avait une petite lettre de quelqu'un qui avait assisté à la réunion et qui disait : Monsieur le Président de la République, il faut toujours que vous terminiez vos discours en parlant de la France et de l'enjeu national, parce que ce que les Français ont à élire, ce n'est pas le président des mécontents, c'est le président de la France. Je voudrais terminer sur ce conseil.

Le 10 mai, préoccupez-vous d'élire le président de la France. Qui peut vous dire ce qui arrivera dans les années tourmentées du monde ? Qui peut vous dire avec qui et où il aura à discuter et à débattre des intérêts essentiels de notre pays ? Qui peut vous dire quelle crise économique, politique ou sociale peut venir un jour battre nos frontières ?

Pour cela, il est important qu'il y ait un président pour la France, un président qui ait l'idée de faire de notre pays un grand pays qui soit en même temps une nation forte et paisible.

Nous sommes ici dans une région latine, et la latinité c'est la gaieté, c'est la vitalité, c'est, on le disait tout à l'heure, toutes sortes de critiques ou de discussions, mais c'est en même temps la finesse latine. Cette finesse latine doit vous faire apercevoir que nous avons la chance d'être un pays qui peut être fort et paisible, et que si par contre, nous faisons une erreur de route - je parle aux marins qui sont dans cette salle - il y a des récifs qui ne sont pas loin.

Je souhaite que nous fassions ensemble de la France une nation forte et paisible, ouverte sur le monde, comme le veut votre tradition maritime, généreuse et solidaire des plus faibles d'entre nous, une nation que l'on respecte à l'extérieur et que l'on envie d'être ce qu'elle est.

Je suis convaincu que si nous pouvons travailler ensemble encore quelques années, c'est cela que nous ferons de la France, et c'est pourquoi j'ai besoin de votre concours le 10 mai prochain, pour l'avenir de Toulon, du Var et de la France ! (vifs applaudissements)

Voilà. Je vais maintenant vous demander le plus difficile, et je suis sûr que vous allez me le faciliter : je voudrais aller avec le Maire de Toulon saluer au balcon celles et ceux qui sont restés dehors. Nous avons un petit passage pour y aller, je vous demande de nous laisser ce petit passage.

Je vous remercie d'être venus à cette réunion et je souhaite que maintenant vous travailliez pendant huit jours pour la cause du succès de la France qui doit l'emporter largement à Toulon et dans le Var. (applaudissements)

Je n'ai pas pu parler des problèmes de l'agriculture, j'en avais parlé l'autre jour, mais j'ai tout de même été surpris de voir que lorsque quelqu'un était un peu enrôlé, on lui apportait de l'eau minérale... J'ai demandé qu'on m'apporte ceci ! (applaudissements)

AU BALCON

٧٧

Et je suis arrivé moi-même sur les bâtiments de l'escadre jusqu'à Toulon.

Je sais en même temps que Toulon a des activités diversifiées, qu'il y a une importante et active jeunesse qui souhaite que nous lui organisions un pays dans lequel elle puisse travailler et vivre, et je comprends très bien que vous vouliez le faire chez vous.

C'est pourquoi ce que je propose dans cette campagne, c'est une politique d'espoir pour la France. Je ne veux pas que la France soit un petit pays replié sur son passé, je veux, au contraire, que ce soit un grand pays ouvert et généreux, solidaire d'abord des plus faibles et des plus démunis.

J'ai essayé de conduire pendant sept ans une politique de générosité pour la France, générosité vis-à-vis des personnes âgées, générosité vis-à-vis des travailleurs en difficulté. Chaque fois que nous avons eu à intervenir dans ce domaine, nous avons recherché des solutions pour Toulon, pour la Seyne, pour les autres villes du Var. Nous continuerons de le faire.

En même temps, je voudrais que les Toulonnaises et les Toulonnais aient le sentiment qu'ils vont faire le choix en faveur d'un grand pays, le choix à faire c'est un choix pour la France.. je fais une campagne, mais je dirai à partir de dimanche, je ne fais pas une campagne pour moi, je fais une campagne pour la France. Nous faisons donc la même campagne, vous devez la conduire avec moi et c'est pourquoi je compte sur vous toutes et sur vous tous .. (applaudissements)

Je voudrais être comme ces personnages hindous qui ont des dizaines de bras de chaque côté

Je voudrais être comme ces personnages miraculeux qui ont des dizaines de bras de chaque côté pour pouvoir serrer chacune de vos mains. Sachez que si je ne peux pas le faire, du fond du cœur, j'adresse à chacune et à chacun d'entre vous mon remerciement pour être venus sur cette place et en même temps ma confiance pour ce que vous ferez le 10 mai avec moi pour la France. Au revoir et merci ! (vifs applaudissements)